



Recueil de la jurisprudence

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 19 décembre 2012 – Commission / Irlande

(affaire C-374/11)

«Manquement d'État — Directive 75/442/CEE — Eaux usagées domestiques évacuées au moyen de fosses septiques en milieu rural — Arrêt de la Cour constatant un manquement — Article 260, paragraphe 2, TFUE — Mesures visant à l'exécution d'un arrêt de la Cour — Sanctions pécuniaires — Astreinte — Somme forfaitaire»

1. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Délai d'exécution — Date de référence pour apprécier l'existence du manquement (Art. 260, § 1, TFUE) (cf. points 19-23)*
2. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Astreinte — Condamnation au paiement — Condition — Persistance du manquement jusqu'à l'examen des faits par la Cour (Art. 260, § 2, TFUE) (cf. points 33-35)*
3. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Astreinte — Détermination du montant — Critères (Art. 260, § 2, TFUE) (cf. points 36-38)*
4. *États membres — Obligations — Exécution des directives — Manquement — Justification tirée de l'ordre interne — Inadmissibilité (Art. 260, § 2, TFUE; directive du Conseil 75/442, telle que modifiée par la directive 91/156) (cf. point 39)*
5. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Astreinte — Détermination du montant — Critères — Capacité de paiement — Prise en compte du contexte de crise économique (Art. 260, § 2, TFUE) (cf. points 43, 44)*
6. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Astreinte — Somme forfaitaire — Cumul des deux sanctions — Admissibilité (Art. 260, § 2, TFUE) (cf. point 46)*

7. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Imposition d'une somme forfaitaire — Pouvoir d'appréciation de la Cour — Critères d'appréciation (Art. 260, § 2, TFUE) (cf. points 47-49)*
8. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Somme forfaitaire — Détermination du montant — Critères (Art. 260, § 2, TFUE) (cf. points 50-53)*

Objet

Manquement d'État – Non-exécution de l'arrêt de la Cour du 29 octobre 2009, Commission/Irlande (C-188/08), concernant la violation des articles 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de la directive 75/442/CEE du Conseil, du 15 juillet 1975, relative aux déchets (JO L 194, p. 39), telle que modifiée par la directive 91/156/CEE du Conseil, du 18 mars 1991 (JO L 78, p. 32) en ce qui concerne les eaux usagées domestiques évacuées par moyen de fosses septiques – Déchets non couverts par une autre législation – Demande d'imposition d'une astreinte et d'une somme forfaitaire.

Dispositif

- 1) En n'ayant pas pris l'ensemble des mesures nécessaires que comporte l'exécution de l'arrêt du 29 octobre 2009, Commission/Irlande (C-188/08) constatant le manquement de l'Irlande aux obligations découlant des articles 4 et 8 de la directive 75/442/CEE du Conseil, du 15 juillet 1975, relative aux déchets, telle que modifiée par la directive 91/156/CEE du Conseil, du 18 mars 1991, cet État membre a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 260, paragraphe 1, TFUE.
- 2) L'Irlande est condamnée à payer à la Commission européenne, sur le compte «Ressources propres de l'Union européenne», une astreinte de 12 000 euros par jour de retard dans la mise en œuvre des mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêt Commission/Irlande, précité, à compter de la date du prononcé du présent arrêt et jusqu'à l'exécution complète de l'arrêt Commission/Irlande, précité.
- 3) L'Irlande est condamnée à payer à la Commission européenne, sur le compte «Ressources propres de l'Union européenne», la somme forfaitaire de 2 000 000 euros.
- 4) L'Irlande est condamnée aux dépens.